

# L'INFOLETTRE TRIMESTRIELLE DU RÉSEAU COOPÉRATIF

## -DÉCEMBRE 2019-

Le **Réseau coopératif Europe-Écologie-Les-Verts** est l'un des deux collèges du **Mouvement EELV.** Il se distingue du collège Parti politique par sa structure horizontale.

Rédigée par des membres du **Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)**, cette **infolettre** a pour objectif de présenter la diversité des actions et engagements des **Coopérateurs et Coopératrices du Mouvement EELV**.

Nos Infolettres font apparaître **les points de vue différents** qui coexistent au sein du **Réseau coopératif**. De manière toute aussi importante, elles sont destinées à faire connaître les actions militantes écologistes que nous portons ou soutenons.

**Bonne lecture!** Le Comité de rédaction

#### **SOMMAIRE**

- ➤ Quel avenir donner à la Coopérative EELV, après le congrès de Saint-Denis ?
- > Noël autrement, Noël écolo.
- ➤ Aux générations futures, pour une morale écologiste.
- > Retraites : resituer le débat.
- ➤ C'est la fin de l'année! Pensez à faire un don au Réseau coopératif!

### Quel avenir donner à la Coopérative EELV, après le congrès de Saint-Denis ?

Le congrès fédéral EELV s'est tenu le 30 novembre à la Bourse du travail à Saint Denis, en présence de quatre représentants du Réseau coopératif EELV. Il avait pour objectif de définir l'orientation politique d'EELV pour les trois ans à venir, et pour le Parti de renouveler son secrétaire national, son bureau exécutif et son conseil fédéral. Julien Bayou est désormais le nouveau secrétaire national du parti, Eva Sas et Alain Coulombel les deux nouveaux porte-paroles du Parti EELV, tous trois élus sur la base d'une motion d'orientation majoritaire (92,6% des votants).

Cette motion, qui est résumée dans son titre « Notre responsabilité face à l'urgence: nous dépasser, nous refonder, et rassembler », se décline en trois points principaux :

- la conduite d'une transition résolue vers une autre société, qui soit une république écologiste, un projet de société à part entière pour 2022;
- le soutien à la construction d'un archipel de l'écologie, où la Coopérative est motrice dans cette démarche de rassemblement des forces politiques et non politiques;

 la construction d'une large coalition écologiste capable d'offrir une alternative crédible pour les campagnes électorales à venir, au delà des municipales.

Cette motion qui laisse un flou sur l'avenir de notre Coopérative à l'intérieur du Mouvement, sera débattue lors de la prochaine rencontre annuelle de la Coopérative EELV, programmée les samedi 18 janvier et dimanche 19 janvier à Marseille, au local d'EELV PACA, 111 rue du Rouet (métro Périer). Ce sera notamment l'occasion de fixer notre stratégie pour l'avenir de la Coopérative EELV, dans la déclinaison de la motion d'orientation votée par les seuls adhérents du Parti EELV. Le travail du samedi débutera à 14H00 et se terminera le dimanche à 12H00, permettant à la plupart de celles et ceux qui souhaiteraient y participer de se rendre à Marseille le samedi matin, et de retourner à leur domicile le dimanche après midi.

Vous êtes tous conviés à y participer, mais seuls les cotisants pour l'année 2019 ou 2020 à la Coopérative EELV seront remboursés de leurs frais de participation (transport, hébergement, restauration) selon nos règles qui vous seront précisées après votre préinscription. La cotisation pour l'année 2020 à la coopérative EELV restera toujours à 20€ (ou 10€, si difficultés financières), les 2/3 de cette somme étant déductibles de vos impôts sur le revenu en 2021.

Pour vous préinscrire, allez sur le sondage ci-dessous pour indiquer si vous pensez venir à cette rencontre (samedi après-midi et dimanche matin).

Si vous êtes coopératrice ou coopérateur en région PACA, indiquez dans ce sondage si vous seriez également disponibles pour discuter le samedi matin à 10h00 de la coopérative régionale EELV PACA.

https://framadate.org/rencontres-cooperative-eelv

Denis Guenneau, Coopérateur EELV, Provence-Alpes-Côte d'Azur

1

#### Noël autrement, Noël écolo.

Que dire quand on est écolo à l'approche de Noël ? De la sobriété, de la sobriété et encore plus de sobriété, le plus possible heureuse. Mais pour porter ce message, il ne faut pas trop attendre de l'écologie institutionnelle, accaparée par l'organisation de diverses élections ou le soutien aux grévistes du 5 décembre. Même le mensuel La Décroissance, trop occupé à fêter ses 20 ans, ne dit pas un mot de la gabegie des fêtes de Noël dans son dernier numéro\*. Fin 2005, des mouvements catholiques avaient bien lancé un appel : Vivre Noël autrement. Ils avaient diffusé une affichette avec le slogan : « Noël, bonne nouvelle pour la Terre », puisque « Jésus nous offre un monde nouveau, sans caddies pleins de cadeaux qui comblent les armoires et les décharges ». Les tracts invitaient à consommer moins et à se rapprocher de ses voisins avec lesquels la fête sera plus belle encore sans faire des kilomètres inutiles avec sa voiture, en offrant un peu de temps, un sourire, une oreille attentive, en inventant des gestes qui contribuent à sauver l'air, la terre, la mer, les forêts. Ce mouvement est resté confidentiel, il est même tombé en léthargie. Reste donc la grande foire commerciale qu'est devenu Noël, l'occasion pour chaque Français de dépenser quelque 570 euros en moyenne avec des enfants sur-gâtés et des cadeaux qui seront revendus sur le Bon coin. Apothéose consumériste annuelle sans contradiction possible? Pas sûr!

Je remarque un tournant dans les médias vers un Noël plus responsable. Prenons un journal pas spécialement écolo, Le Monde\*\*. Du repas de fête aux cadeaux en passant par la déco, on nous donne de multiples conseils. Pas de sapins artificiels, l'empreinte écologique est désastreuse, comptez 48,3 kg de CO2 contre 3,1 kg pour un arbre naturel. A ce rythme, il faudrait conserver son sapin en plastique plus de 15 ans pour amortir son bilan carbone. Pour la déco, avant de courir acheter de nouvelles boules et guirlandes, sortez du grenier une guirlande un peu déplumée, un Père Noël de guingois, et on répare ce qui est cassé au lieu de remplacer. Pour le repas, donner aux convives quelques boîtes alimentaires en carton afin qu'ils repartent avec les inévitables restes. Pas de produits carnés en entrée, 75 g seulement de viande ou poisson par personne avec un bel accompagnement de légumes. Le plastique est à bannir, privilégiez les jouets en bois et les productions artisanales locales. Privilégiez le train à la voiture et à l'avion, résistez à la tentation d'aller retrouver le soleil à l'autre bout de la planète. Etc., etc.

Je dirais bien dans ce contexte médiatique qu'il n'y a plus besoin de partis écolos. Les menaces qui pèsent sur notre avenir sont suffisamment intenses et reconnues par différentes études pour que l'opinion publique, via les médias, intériorise la nécessité d'une sobriété partagée. Mais il faut reconnaître que les différents partis sont loin d'être devenus écolos. En conséquence, les élections ont besoin de la présence d'un parti spécifiquement écolo. Avec quel discours? Le nouveau secrétaire national du parti EELV, Julien Bayou, exprime dans Mediapart l'idée d'un « dépassement » d'EELV. Le contour reste flou,

« cristalliser un troisième pôle entre Macron et Le Pen ». On en reste à la politique politicienne, le nécessaire changement de comportement n'est évoqué qu'à la marge par Julien Bayou : « Pour sauver le climat, nous devons tout repenser, et tout changer dans nos manières de produire, consommer, nous déplacer, habiter nos villes, en sortant du règne de la marchandise et de la croissance ». D'accord, mais cela reste très superficiel. Que pense l'écologie politique de la fête consumériste de Noël ?

Michel Sourrouille Coopérateur EELV Poitou-Charentes

# Aux générations futures, pour une morale écologiste.

L'erreur fondamentale de notre civilisation est d'honorer celui qui a plus que sa part, plus que son mérite, plus que son voisin. Et chacun de nous en rêve.

Dans la nature aucun animal ne possède plus que sa part, et même le fougueux étalon qui rafle un grand harem s'épuise vite à le défendre.

Cet « avoir toujours plus » se glorifie de publicité, de rentabilité, de compétitivité, de croissance.

Et pour avoir toujours plus vite, c'est la dette, sans limite, à la folie, qui nous asservit et nous impose nos décisions déplorables. La dette consomme la planète avant même qu'elle ne produise. Nous bouffons les fruits encore verts sans attendre qu'ils murissent, à nous en rendre malades. Pour notre confort présent, nous dévorons les autres et même notre avenir.

Ce suicide économique motive les pires dérives des perdants de ce jeu morbide. Cette idolâtrie de l'avoir qui étouffe l'être, refoule le réel et se noie dans le virtuel : jeux, luxe, politique, religion...

Nous avons tous pris plus que notre part, nous devons payer, nous devons rendre aux autres et à la vie ce que nous lui avons extorqué. Le voleur, qui a vécu son délire de flambeur, paye en prison ensuite sa dette à la société.

Mais qui osera mettre en prison cette foule de nantis, et tous ces perdants qui attendent leur tour à la table garnie, rêvent de revanche et d'avoir enfin la vie qu'on leur a fait miroité par tous les médias.

Pour rembourser, chacun doit aujourd'hui donner plus que sa part, planter plus que ce qu'il ne consomme, travailler plus que ce qu'il est payé, avoir moins que son mérite, mais qui saura proposer une telle injustice ? Surtout quand les requins sont toujours là et sauront profiter de l'aubaine.

Nous avons pourtant la solution sous nos yeux, les sciences ont accumulé tant de connaissances et toutes sont accessibles à qui veut s'y intéresser. Nous avons aussi l'imagination et l'intelligence, pour qui veut s'en servir.

Changeons les règles du jeu, oublions les chiffres et la monnaie, produisons et échangeons des objets utiles et

<sup>\*</sup> numéro spécial décembre 2019-janvier 2020.

<sup>\*\*</sup> Le Monde du 2 décembre 2019, « Sapins certifiés, boules en bois et cadeaux immatériels :: des idées pour un Noël (plus) écolo ».

non des marchandises rentables.

Construisons la qualité du bonheur et non la quantité de valeurs.

Ne cherchons plus le meilleur maître, soyons maîtres de nos meilleurs choix.

Mieux vaut vivre heureux que mourir riches.
Risquer sa vie pour risquer de vivre.

Alain Persat, Coopérateur EELV Provence-Alpes-Côte d'Azur

#### Retraites: Resituer le débat

Le sujet des retraites est désormais un combat entre deux forces : les institutions et la représentation sociale. On aime bien la compétition : qui va gagner ? En fait, le sujet des retraites, qui ne correspondent en définitive qu'à une période de vie institutionnalisée par notre manière de vivre, devient, pendant le temps d'un match, l'enjeu principal. A côté, alors que nous sommes pressés par les enjeux climatiques, de biodiversité et de citoyenneté, nous remettons à plus tard le nécessaire travail de réflexion, de coopération et d'action qui devrait remettre en cause notre manière de vivre, de travailler, d'apprendre.

La retraite, telle qu'on la conçoit dans un monde réglé par l'économie, existera-t-elle encore longtemps, si notre manière de vivre devient écologique et se construit sur la coopération, comme 90 % de la nature ?

Envisager de la réformer sans prendre en compte de nouveaux paramètres, penser que les paramètres existants seront encore longtemps immuables est vraiment dérisoire. On joue petit en rentrant dans le jeu de cette compétition. Arrêtons-la.

La contribution qui suit est de Jean Marc Denjean, membre du Parti EELV. Je l'ai trouvée tellement en phase avec nos préoccupations de citoyens écologistes, qui privilégient la coopération politique, que je me permets de vous la faire suivre.

> Christian OLIVE Coopérateur EELV Languedoc-Roussillon

Le vrai sujet qui fâche est la création d'un âge pivot qualifié d'équilibre dont la finalité est d'aggraver, sans le dire, les réformes antérieures ayant abouti à une diminution des pensions et de fait à un recul de l'âge effectif de départ à la retraite. Nous sommes ici dans le cas d'une réforme systémique qui dissimule une réforme budgétaire qui vise, en fait, à combler le déficit créé par les cadeaux fiscaux accordés aux détenteurs de capitaux et les réductions de cotisations sociales. Théoriquement, un système de répartition par point pose seulement deux questions, l'âge minimum d'ouverture des droits (qui peut être variable selon les métiers exercés), aujourd'hui de 62 ans, et la valeur du point qui peut être garantie par la solidarité nationale (l'impôt). La définition d'un niveau de pension minimum pour une carrière complète (1000€ annoncé) n'a guère de sens puisque ce cas de figure est en fait complètement théorique et ne correspond plus à la

situation de la plupart des personnes ayant atteint aujourd'hui 62 ans. La bonne question est celle d'un revenu de base garantie tout au long de la vie, ce qui soulève la question d'une refonte globale de notre modèle de protection sociale et la mise en cohérence du système de retraite avec les différentes formes de revenus de substitution aux revenus d'activité existant ou à venir : prime d'activité, minima sociaux, indemnisation du chômage, bourses d'études...

En effet, dans une société désormais très majoritairement salariale, marquée par une précarité croissante des individus et une plus grande instabilité professionnelle, une économie qui s'installe dans la post-croissance, une démographie stable, la solidarité ne peut plus être abordée de manière sectorielle ou par tranche de vie mais doit s'inscrire dans une continuité tout au long de la vie en visant à réduire les inégalités et prévenir les risques sociaux liés notamment à la transition écologique de la société. De ce point de vue, la tactique du saucissonnage des réformes mises en œuvre par Macron vise à empêcher toute approche globale du modèle social en débat, à faire le lien entre tous les projets gouvernementaux qui n'ont qu'un seul objectif : satisfaire le dogme libéral de la réduction de la dépense publique et de la dépense sociale pour réduire les prélèvements obligatoires jugés excessifs. C'est ainsi que le débat sur les retraites a été déconnecté de celui de l'indemnisation du chômage, du Revenu universel d'activité, de la politique de couverture des soins et de l'offre de service de la santé, de la politique familiale, du logement social et des aides personnelles au logement, du financement de la dépendance et j'en oublie. Le bonneteau fiscal et social devient l'exercice favori du gouvernement, les économies réalisées dans un domaine se traduisant par des charges supplémentaires par ailleurs.

Nous devons donc resituer le débat sur les retraites dans le cadre de l'objectif global d'un revenu décent tout au long de la vie, intégrant la politique familiale et reposant sur le concept de revenu universel de base garanti tout au long de la vie. De ce point de vue le paramètre de calcul du trimestre travaillé ou de meilleures années perd en grande partie de son sens si on intègre les périodes d'études, de formation, de congés de longue durée, de chômage et de temps partiel subi, d'activité d'aide familial, d'activités bénévoles socialement utiles. Il faudra bien trouver une unité de compte universelle. Le socle de calcul ne pourra plus être le seul temps de travail salarié effectué, sauf à maintenir les inégalités générées par le système salarial. La prise en compte des contraintes horaires, des conditions de travail et de la pénibilité nécessite une évaluation qualitative mais aussi une autre approche des parcours professionnels prenant en compte prioritairement le facteur santé. La question du temps de travail (et donc du temps libre) à l'heure de la révolution numérique doit être au cœur de notre réflexion. Le cloisonnement administratif des statuts (étudiants, salariés, chômeurs, travailleurs indépendants, retraités) ne correspond pas à la réalité de la « vraie vie ». Bref, le débat est ouvert et de ce point de vue, EELV peut être le mouvement de l'innovation sociale à l'écoute de la société et en premier lieu du mouvement

syndical dans toute sa diversité.

La question des régimes dits spéciaux relève d'une logique spécifique. Leur instrumentalisation par le pouvoir pour diviser les salariés est un des aspects les plus choquants de la propagande gouvernementale. Les notions d'obligation de service et de continuité de service qui sont l'essence du concept de service public introduit en effet une différence qualitative dans le statut professionnel des activités concernées. Elles induisent des contraintes particulières. La notion de service public ne se réduit pas, d'ailleurs, à la seule fonction publique. La réforme de celle-ci, de son système de recrutement, de carrière et de rémunération est par ailleurs un préalable nécessaire à toute réforme du système de retraite des fonctionnaires.

Pour nous résumer, il importe aujourd'hui de se mobiliser pour le retrait du projet gouvernemental en l'état et exiger l'ouverture d'un grenelle social (retour à l'origine de l'histoire) pour refonder notre modèle social de solidarité et de justice en phase avec les mutations en cours (transition écologique, révolution numérique, société de la post croissance).

Jean-Marc Denjean

#### un don au Réseau coopératif.

Pour cela, il suffit de télécharger le formulaire

(https://soutenir.eelv.fr/formulair e-papier/), en précisant bien que votre don est destiné au Réseau coopératif, et de l'envoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de AF-EELV, au secrétariat de votre région : http://eelv.fr/contact-enregion.

Il est également possible de régler son don en ligne, en se rendant sur la page : <a href="https://don.eelv.fr/">https://don.eelv.fr/</a> (précisez que vous faites un don au Réseau coopératif dans votre région).

Si vous êtes imposable, les 2/3 de votre don seront déductibles de vos impôts sur le revenu de 2019.

Le Comité d'animation du Réseau coopératif



## C'est la fin de l'année, pensez à faire

Pour réagir aux articles des infolettres, vous pouvez les retrouver sur notre site web à l'adresse http://coop.eelv.fr/category/infolettres/

Pour le Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)